



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

Analyse des facteurs institutionnels de l'engagement sociétal des entreprises marocaines : Cas des entreprises labellisées RSE

Mlle Fatima ez-zahra TAOUKIF

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Meknès

Enseignante-chercheuse-Assistante

38 diour arbia, sbata 50000 Meknès ECONOMIE MAROC

aisa.dr-2011@hotmail.fr 00212679400641

Référence à la session / reference to the session

B2

Résumé / Summary

Résumé :

I. L'objectif de la communication et l'originalité du sujet

La sensibilité des entreprises aux questions du développement durable est, généralement, déterminée par des facteurs institutionnels (localisation, structure de propriété, internationalisation), organisationnels (taille de l'entreprise, âge, performance économique, innovation) et individuels (genre, formation, âge). Cet engagement sociétal diffère d'un pays à un autre. D'où l'objectif de cet article est d'étudier les déterminants, particulièrement institutionnels, de la RSE dans le contexte marocain. Il présente les résultats d'une étude empirique menée auprès d'un échantillon de 63 entreprises marocaines labellisées RSE. Les résultats attendus peuvent révéler que l'engagement sociétal des entreprises labellisées au Maroc dépend de plusieurs déterminants institutionnels particulièrement la localisation.

Dans cet objectif, nous allons procéder à une analyse descriptive des tendances observées sur l'ensemble de l'échantillon afin de distinguer le critère de différenciation relevant des variables démographiques (taille de l'entreprise, secteur d'activité, cotation en bourse, implantation de l'entreprise).

L'objet de cette communication est d'étudier les déterminants institutionnels de l'engagement sociétal des entreprises marocaines labellisées RSE.

L'intérêt de ce travail sera porté à la théorie néo-institutionnelle qui stipule que, dans la recherche de sa légitimité et du support de son environnement, l'entreprise doit se conformer aux règles et exigences sociales et culturelles qui caractérisent son environnement (DiMaggio et Powell, 1991 ; Meyer et Rowan, 1977). De ce fait, la RSE sera appréhendée comme une réponse aux pressions institutionnelles (législation, normes, attentes des parties prenantes, etc.). Nous allons donc mettre en exergue les différentes formes de cette réponse (Oliver, 1991), et nous interroger sur les déterminants institutionnels qui conditionnent ces réponses

en matière de RSE, dans le contexte marocain.

II. Méthodologie appliquée

Les données sont issues d'une enquête réalisée auprès d'entreprises labellisées par le Label RSE de la CGEM. Plus de soixante entreprises ont été contactées dont le taux de répondants est de 83,33% (soit 50 entreprises). Les entreprises enquêtées appartiennent à plusieurs secteurs d'activités (industrie, service, agriculture, commerce). La démarche scientifique adoptée suit une logique hypothético-déductive dans la mesure où notre recherche s'inscrit dans une posture épistémologique positiviste visant à découvrir la réalité et à l'expliquer dans un souci d'objectivité. Au niveau méthodologique, la méthode quantitative (enquête) est adoptée dans l'étude de terrain, en suivant un processus de recherche qui se base sur la description statistique des résultats d'une enquête menée auprès de plus de 60 entreprises labellisées au Maroc. L'analyse typologique est la méthode d'analyse des résultats utilisée à l'aide du logiciel SPSS. Les déterminants privilégiés sont regroupés en se basant sur la méthode de Classification Hiérarchique Ascendante.

III. Les résultats

Les premiers résultats montrent que l'engagement sociétal des entreprises marocaines Labellisées RSE semble être déterminé plus par des facteurs institutionnels (implantation, structure de propriété, secteur d'activité, partenariat), particulièrement la localisation. Sachant que l'étude empirique a porté sur des entreprises appartenant principalement à quatre villes du Royaume (Agadir, Casablanca, Marrakech, Tanger), il a été constaté la dominance du grand Casablanca qui accapare environ 46 entreprises labellisées RSE. Cela peut être expliqué par son statut de capitale économique du pays. Cette zone est connue par sa forte attractivité aux Investissements Directs Etrangers (IDE). Dans le secteur d'activité, l'industrie est surreprésentée (46%), ensuite les services représentent 36%, l'agriculture (16%) et le commerce (2%). Pour la taille de l'entreprise, les grandes entreprises représente 70% de l'échantillon, les moyennes entreprises (28%) et les petites entreprises (2%). Quant à le statut juridique de ces entreprises, 92% sont des SA et 8 % sont des SARL.

Bibliographie / Bibliography

- Aka, K-G, Labelle, F.(2010), « la responsabilité sociétale des petites et moyennes entreprises ou la RSPME : une analyse de la littérature des dix dernières années », ASAC.
- Ben Larbi, S., Lacroux, A., Luu, P. (2013), « Le développement durable dans les sociétés non cotées : analyse typologique et étude des pratiques managériales dans le Var, premiers résultats d'une enquête exploratoire », Revue Recherches en Sciences de Gestion, Management Sciences-Ciencias de Gestion, N°96, p.9
- Blombäck, A. et Wigren, C. (2009), "Challenging the importance of size as determinant for CSR activities", Management of Environmental Quality: An International Journal 20(3), 255-270.
- Cabagnols et A. et Le Bas, C.(2006), « les déterminants du comportement de Responsabilité sociale de l'entreprise : une analyse économétrique à partir de nouvelles données d'enquête », Electronic Working Paper Series, Groupe de Recherche en Economie et Management des Organisations (GEMO).
- Delchet, K. (2007), Développement durable : l'intégrer pour réussir : 80 PME face au SD 21 000, Afnor.
- Labelle, F. et St-Pierre, J. (2010), « les déterminants institutionnels, organisationnels et individuels de la sensibilité des PME au sujet du développement durable », Association Internationale de Recherche et Entrepreneuriat et PME (AIRPME).

Wood, D.J. (1991), "Corporate social performance revisited", *Academy of Management Review*, vol.16, p. 691-718.